

mémentos

APPRENDRE UTILE

2022/23

Corinne Renault-Brahinsky

Droit des régimes matrimoniaux

13^e

Cours intégral
et synthétique **+** Tableaux
et schémas

Corinne Renault-Brahinsky

est Docteure en droit et auteure de nombreux livres de droit à destination des étudiants en droit (licence et master).

Retrouvez-la sur Twitter (@CorinneRB) ou sur Facebook (L'auteurCorinne Renault-Brahinsky).

Du même auteur, chez le même éditeur

Collection « Carrés Rouge »

- *L'essentiel du Droit de la peine*, 3^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit des personnes*, 16^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit de la famille*, 21^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit des obligations*, 18^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel de la Procédure pénale*, 22^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit des successions*, 14^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel du Droit des régimes matrimoniaux*, 13^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel des Grands arrêts du droit des obligations*, 4^e éd. 2022-2023.
- *L'essentiel de la Réforme du droit des obligations*, 2^e éd. 2018.

Collection « Mémentos »

- *Droit des régimes matrimoniaux*, 13^e éd. 2022-2023.
- *Droit des obligations*, 19^e éd. 2022-2023.
- *Procédure pénale*, 23^e éd. 2022-2023.
- *Droit des personnes et de la famille*, 21^e éd. 2022-2023.
- *Droit des successions*, 13^e éd. 2022-2023.

Collection « Droit en poche »

- *La réforme de la justice pénale des mineurs*, 2^e éd. 2021.
- *La loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice décryptée*, 2019.
- *Le nouveau divorce sans juge*, 2017.
- *Le nouveau droit des contrats*, 2^e éd. 2018.

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2022, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
978-2-297-17571-5
ISSN 2680-073X

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2022/23

Corinne Renault-Brahinsky

Droit des régimes matrimoniaux

13^e

Cours intégral
et synthétique **+** Tableaux
et schémas

mémentos

APPRENDRE

UTILE

- C'est un cours complet et synthétique avec des aides pédagogiques différenciées.
- Il correspond à un enseignement dispensé en Licence et Master.
- Il est entièrement rédigé de manière structurée, claire et accessible.
- Il est à jour de l'actualité la plus récente.

Chez le même éditeur

- Amphi LMD
- Mémentos
- Exos LMD
- Méthodo LMD
- Carrés Rouge
- Annales corrigées et commentées
- Master
- En Poche
- Droit Expert
- Droit en poche
- Petit Lexique
- Hors collection

Présentation

Cet ouvrage *présente de façon à la fois synthétique, structurée et illustrée l'ensemble des connaissances* qu'un étudiant en licence et master Droit et qu'un candidat aux divers concours administratifs comportant cette matière doit avoir *sur les Régimes matrimoniaux et le régime des biens des personnes en concubinage ou ayant conclu un pacs*.

Il s'adresse également à toutes les personnes désireuses de s'informer de leurs droits et devoirs en la matière.

Sont successivement développés, après un premier chapitre introductif :

– *le régime primaire commun des époux* : les charges du mariage, le logement familial, la gestion des biens à caractère non professionnel, l'autonomie des époux dans la vie professionnelle, la crise du ménage ;

– *le régime de biens du couple marié* : la formation du contrat de mariage, la modification du contrat de mariage, le régime légal de communauté d'acquêts (propriété des biens, gestion des biens, engagement des biens, dissolution...), les régimes communautaires conventionnels, le régime de séparation de biens, le régime de participation aux acquêts ;

– *le statut patrimonial du couple non marié* : la convention de pacs, le régime primaire des partenaires, la propriété des biens des partenaires, le régime des biens des concubins.

Chaque chapitre est complété d'une bibliographie qui recense les principaux développements doctrinaux existant sur chaque thème.

L'ouvrage est à jour de la *loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*.

Plan de cours

Présentation 5

Chapitre 1 L'évolution du droit des régimes matrimoniaux 19

1 Le régime matrimonial du couple marié	20
<i>A - Historique</i>	21
1) Droit romain	21
2) Ancien droit	21
3) Code civil	21
4) Évolution postérieure au Code civil	22
<i>a) La loi du 13 juillet 1965</i>	23
<i>b) La loi du 23 décembre 1985</i>	23
<i>c) Les lois postérieures à 1985</i>	24
<i>B - Les règles de conflit de lois</i>	24
1) Les conflits de lois dans le temps	24
2) Les conflits de lois dans l'espace	25
<i>a) Le principe</i>	25
<i>b) Les exceptions</i>	26
2 Le régime patrimonial du couple non marié	26
<i>A - L'évolution du concubinage</i>	26
<i>B - L'émergence du PACS</i>	27

PARTIE 1

Le régime primaire commun des époux

Chapitre 2	Les charges du mariage	31
1	La contribution aux charges du mariage	31
	<i>A - Le domaine de la contribution</i>	31
	1) Quant aux personnes	31
	2) Quant aux dépenses	32
	<i>B - L'exécution de la contribution</i>	33
	<i>C - La sanction de l'obligation</i>	35
2	L'obligation aux dettes ménagères	36
	<i>A - Le principe de l'obligation aux dettes ménagères</i>	36
	<i>B - La notion de dettes du ménage</i>	36
	1) Le ménage	36
	2) L'entretien	37
	3) Les dépenses exclues de la solidarité	38
	4) La sanction de la dette non ménagère	39
Chapitre 3	Le logement familial	41
1	Le domaine de la cogestion	41
	<i>A - L'objet de l'acte soumis à cogestion</i>	41
	1) Le logement concerné	41
	2) Les droits assurant le logement	42
	3) Les meubles garnissant le logement	42
	<i>B - La nature de l'acte soumis à cogestion</i>	42
	1) Les actes interdits	42
	2) Les actes permis	43
	<i>a) Les actes prenant effet à la dissolution du mariage</i>	43
	<i>b) Les actes de disposition forcée</i>	43
2	La mise en œuvre de la cogestion	45
	<i>A - Le consentement du conjoint</i>	45
	<i>B - La sanction</i>	45
3	La cotitularité du bail	46
	<i>A - Les conditions de la cotitularité</i>	46
	<i>B - L'étendue de la cotitularité</i>	46
Chapitre 4	La gestion des biens à caractère non professionnel	49
1	Le libre pouvoir sur les biens personnels	49
	<i>A - Le principe de libre pouvoir sur les biens personnels</i>	49
	<i>B - Les limites du libre pouvoir sur les biens personnels</i>	50

2 Les présomptions de pouvoir sur les meubles	50
<i>A - La présomption bancaire</i>	50
1) Le dépositaire	51
2) Les comptes	51
3) Les effets de la présomption	51
<i>a) Les rapports entre les époux et le dépositaire</i>	51
<i>b) Les rapports entre les époux</i>	52
<i>c) Les rapports entre les époux et les tiers</i>	52
4) La durée de la présomption bancaire	53
<i>B - La présomption mobilière</i>	53
1) Les conditions de la présomption mobilière	54
<i>a) Les actes visés par la présomption mobilière</i>	54
<i>b) Les meubles visés par la présomption mobilière</i>	54
2) Les effets de la présomption mobilière	54

Chapitre 5 L'autonomie des époux dans leur vie professionnelle 57

1 La liberté de choix d'une profession	57
<i>A - Le principe de liberté</i>	57
<i>B - Les limites de la liberté</i>	57
2 La liberté dans la perception et la disposition des revenus professionnels	58
<i>A - La notion de gains et salaires</i>	58
<i>B - La gestion des gains et salaires</i>	58
3 La liberté dans la gestion des biens professionnels	60
4 La collaboration professionnelle entre les époux	60
<i>A - Le conjoint de l'agriculteur</i>	60
1) Le statut du conjoint de l'agriculteur	60
2) La présomption de mandat	61
3) Le contrôle du bail	61
<i>B - Le conjoint de l'artisan ou du commerçant</i>	61
1) Le statut du conjoint de l'artisan ou du commerçant	62
2) Le mandat	62
3) Les actes graves	62

Chapitre 6 La crise du ménage 65

1 Les retraits de pouvoir	65
<i>A - Les retraits de pouvoir à caractère provisoire</i>	65
1) Les conditions du retrait de pouvoir provisoire	66
2) Les caractères du retrait de pouvoir provisoire	67
<i>B - Les retraits de pouvoir durables</i>	68
1) Le retrait de l'article 1426 du Code civil	68
2) Le retrait de l'article 1429 du Code civil	69

2 Les transferts de pouvoir au conjoint	70
A - Les transferts avec représentation	70
1) Les mécanismes non judiciaires	70
2) Les mécanismes judiciaires	71
a) L'article 219 du Code civil	71
b) L'article 220-1 du Code civil	71
c) L'article 1429 du Code civil	71
d) L'habilitation familiale	72
B - Les transferts avec substitution	73

PARTIE 2

Le régime de biens du couple marié

Chapitre 7 La formation du contrat de mariage 77

1 La liberté des conventions matrimoniales	77
A - La liberté de conclure ou non un contrat de mariage	77
B - Le contenu du contrat de mariage	78
1) Le principe de liberté de contenu	78
2) Les exceptions à la liberté de contenu	78
2 La conclusion du contrat de mariage	79
A - La formation du contrat de mariage	79
1) Les conditions de validité du contrat de mariage	79
a) Les conditions de forme	79
b) Les conditions de fond	79
2) Les sanctions du non-respect des conditions de validité du contrat de mariage	81
3) La publicité du contrat de mariage	81
B - La date du contrat de mariage	82

Chapitre 8 La modification du contrat de mariage 85

1 Le changement de régime matrimonial sur requête conjointe des époux	87
A - Les conditions du changement de régime matrimonial sur requête conjointe	87
1) Les conditions de fond	87
a) Le consentement des époux	87
b) L'absence de condition de délai	88
c) L'intérêt de la famille	88
d) L'absence de fraude	90
2) Les conditions de forme	91
a) L'acte notarié	91
b) L'homologation	92
c) L'éventuelle saisine du juge des tutelles	92
d) Les mesures de publicité	92
B - Les effets du changement de régime matrimonial	93

2 Le changement de régime matrimonial à la demande d'un époux	94
A - <i>La demande en séparation de biens judiciaire</i>	94
1) Les conditions de la séparation de biens judiciaire	94
2) La procédure de séparation de biens judiciaire	95
3) Les effets de la séparation de biens judiciaire	96
B - <i>La liquidation anticipée de la créance de participation</i>	97

Chapitre 9 Le régime légal : la propriété des biens 99

1 La présomption de communauté	99
A - <i>Le rôle de la présomption de communauté</i>	99
1) Dans les rapports entre les époux	99
2) Dans les rapports avec les tiers	100
a) <i>Les créanciers</i>	100
b) <i>Les tiers cocontractants</i>	100
B - <i>La force de la présomption de communauté</i>	100
2 La répartition des biens	101
A - <i>Les biens communs</i>	101
1) Les biens acquis par le travail des époux	101
a) <i>Les gains et salaires</i>	102
b) <i>Les biens créés par les époux</i>	104
2) Les biens provenant des fruits et revenus des biens propres	104
a) <i>Les fruits et revenus des biens propres</i>	105
b) <i>Les biens acquis à partir des fruits et revenus des biens propres</i>	106
3) Les autres biens communs	106
B - <i>Les biens propres</i>	107
1) Les biens propres de base	107
a) <i>Les biens meubles ou immeubles acquis avant le mariage</i>	107
b) <i>Les biens meubles ou immeubles acquis à titre gratuit</i>	108
2) Les autres biens propres	108
a) <i>Les biens propres par nature</i>	108
b) <i>Les propres de rattachement</i>	114
c) <i>Les propres de renouvellement</i>	115
d) <i>Les biens acquis par arrangements de famille</i>	116

Chapitre 10 Le régime légal : la gestion des biens 119

1 La gestion des biens communs	119
A - <i>Le contenu des règles de gestion</i>	119
1) La gestion concurrente	120
a) <i>Le principe de gestion concurrente</i>	120
b) <i>Les cas particuliers de gestion</i>	120
c) <i>Les exceptions à la gestion concurrente</i>	121

2) La gestion exclusive	121
a) <i>Les conditions de la gestion exclusive</i>	122
b) <i>Le fonctionnement de la gestion exclusive</i>	122
3) La gestion conjointe ou cogestion	123
a) <i>Les donations</i>	123
b) <i>L'affectation de biens communs à la garantie de la dette d'un tiers</i>	124
c) <i>Les actes graves de l'article 1424 du Code civil</i>	124
d) <i>Les baux</i>	126
B - <i>La sanction des règles de gestion</i>	128
1) <i>Les retraits et transferts de pouvoir</i>	128
2) <i>L'inopposabilité</i>	128
3) <i>Les dommages-intérêts</i>	129
4) <i>La nullité</i>	130
2 La gestion des biens propres	131
A - <i>Le principe de libre gestion des propres</i>	131
1) <i>Les actes visés</i>	131
a) <i>Les actes conservatoires et d'administration</i>	131
b) <i>Les actes de disposition</i>	132
2) <i>L'interdiction de l'immixtion du conjoint</i>	132
B - <i>Les tempéraments au principe de libre gestion des propres</i>	133
1) <i>Le régime primaire</i>	133
2) <i>Les mandats entre époux</i>	133
a) <i>Le mandat volontaire</i>	133
b) <i>Le mandat présumé</i>	134
3) <i>L'intervention judiciaire</i>	134
a) <i>Les conditions de mise en œuvre de l'article 1429 du Code civil</i>	135
b) <i>Les effets de l'article 1429 du Code civil</i>	135

Chapitre 11 Le régime légal : l'engagement des biens 137

1 Le passif présent ou grevant les successions et libéralités	137
A - <i>Le principe</i>	137
B - <i>L'exception : la confusion du mobilier</i>	138
2 Le passif né pendant le mariage	139
A - <i>L'obligation à la dette</i>	139
1) <i>L'étendue du gage des créanciers</i>	139
a) <i>L'engagement des biens communs</i>	139
b) <i>L'engagement des biens propres</i>	140
2) <i>Les limites au gage des créanciers</i>	140
a) <i>L'absence d'engagement des gains et salaires du conjoint de l'époux débiteur</i>	140
b) <i>Le cas particulier des emprunts et cautionnements</i>	141
c) <i>Le cas particulier des créanciers professionnels</i>	143
d) <i>La fraude du conjoint</i>	143
e) <i>Les retraits de pouvoir</i>	144

<i>B - La contribution à la dette</i>	144
1) Les dettes définitivement supportées par la communauté	144
2) Les dettes définitivement supportées par l'un des époux	145

Chapitre 12 La dissolution du régime légal 147

1 Les causes de la dissolution	147
<i>A - La dissolution de la communauté concomitante à la dissolution du mariage</i>	147
<i>B - La dissolution de la communauté indépendante de la dissolution du mariage</i>	148
<i>C - La dissolution de la communauté consécutive à la nullité du mariage</i>	148
2 La date de la dissolution	149
<i>A - Le divorce</i>	149
1) Le principe	149
2) Les aménagements	149
<i>B - Les autres causes de dissolution</i>	151
3 Les effets de la dissolution	152
<i>A - L'indivision post-communautaire</i>	152
1) La composition de la masse indivise	152
a) <i>L'actif</i>	153
b) <i>Le passif</i>	153
2) Le fonctionnement de l'indivision post-communautaire	154
a) <i>La gestion de l'indivision post-communautaire</i>	154
b) <i>La durée de l'indivision post-communautaire</i>	155
<i>B - La liquidation et le partage de la communauté</i>	156
1) Première étape : la reprise des propres	156
2) Deuxième étape : le compte de récompenses	156
a) <i>Le domaine de la théorie des récompenses</i>	156
b) <i>La preuve des récompenses</i>	158
c) <i>Le montant de la récompense</i>	158
d) <i>Le règlement des récompenses</i>	160
3) Troisième étape : le partage de l'actif	161
a) <i>L'actif à partager</i>	161
b) <i>Les modalités de partage de l'actif commun</i>	162
c) <i>La composition des lots</i>	162
4) La répartition du passif	163
a) <i>L'obligation à la dette</i>	164
b) <i>La contribution à la dette</i>	164
5) Les créances entre époux	165

Chapitre 13	Les régimes communautaires conventionnels	167
<hr/>		
1	Les clauses modifiant la composition des masses	167
	<i>A - Les clauses relatives à la masse active</i>	167
	1) Les clauses restrictives de la masse commune	167
	2) Les clauses extensives de la masse commune	168
	a) <i>La communauté de meubles et acquêts</i>	168
	b) <i>La communauté universelle</i>	169
	<i>B - Les clauses relatives à la masse passive</i>	169
	1) Les clauses extensives de la masse passive	169
	2) Les clauses restrictives du passif commun	170
2	Les clauses modifiant la gestion des biens	170
	<i>A - Les clauses interdites</i>	170
	<i>B - Les clauses valables</i>	171
3	Les clauses modifiant la liquidation et le partage	171
	<i>A - La clause de prélèvement moyennant indemnité</i>	171
	<i>B - Les clauses dérogeant au partage égal</i>	172
	1) La clause de préciput	172
	2) La clause de partage inégal	172
	3) La clause d'attribution intégrale de la communauté	173
	4) L'aménagement conventionnel des récompenses	173
4	Les avantages matrimoniaux	173
	<i>A - La nature juridique de l'avantage matrimonial</i>	174
	<i>B - Le sort des avantages matrimoniaux après divorce</i>	174
Chapitre 14	La séparation de biens	177
<hr/>		
1	La propriété des biens	177
	<i>A - Le principe de séparation</i>	177
	1) L'actif	177
	a) <i>La séparation des actifs</i>	177
	b) <i>La preuve de la propriété privative</i>	178
	2) Le passif	180
	<i>B - Les tempéraments au principe de séparation</i>	180
	1) Les tempéraments touchant l'actif	180
	a) <i>La constitution de biens indivis</i>	180
	b) <i>Les hypothèses d'enrichissement injustifié</i>	180
	c) <i>L'acquisition d'un bien par un époux au moyen des deniers appartenant à l'autre époux</i>	181
	2) Les exceptions touchant le passif	181
2	Le fonctionnement du régime de séparation de biens	182
	<i>A - Le principe d'autonomie</i>	182
	1) La gestion des biens	182
	2) L'engagement des biens	182

<i>B - Les limites à l'autonomie</i>	183
1) Les biens indivis	183
2) Le compte joint	183
3) L'immixtion d'un conjoint dans la gestion des biens de l'autre	183
4) Les autres limites	184
3 La liquidation du régime de séparation de biens	184
<i>A - Le partage des biens indivis</i>	184
<i>B - Le régime des créances entre époux</i>	185
1) Le régime général des créances entre époux	185
2) Les hypothèses particulières de créances entre époux	185
Chapitre 15 Le régime de participation aux acquêts	187
1 La propriété des biens	187
<i>A - L'actif</i>	187
<i>B - Le passif</i>	188
2 La gestion des biens	188
<i>A - Le principe de la liberté de gestion</i>	188
<i>B - Les exceptions à la liberté de gestion</i>	188
3 La dissolution du régime de participation aux acquêts	189
<i>A - La détermination de la créance de participation</i>	189
1) L'évaluation du patrimoine originaire	190
<i>a) La consistance du patrimoine originaire</i>	190
<i>b) La preuve de l'origine des biens</i>	191
<i>c) L'estimation des biens</i>	191
2) L'évaluation du patrimoine final	191
<i>a) La consistance du patrimoine final</i>	191
<i>b) La preuve de la consistance du patrimoine final</i>	192
<i>c) L'estimation des biens</i>	192
3) La balance du compte de chaque époux	193
4) La balance du compte des deux époux	193
<i>B - Le règlement de la créance de participation</i>	194
1) Le principe : le paiement en valeur	194
2) Les exceptions : le règlement en nature	195

PARTIE 3

Le régime patrimonial du couple non marié

Chapitre 16	La convention de PACS	199
1	L'élaboration de la convention de PACS	199
	<i>A - La forme de la convention</i>	199
	<i>B - Le contenu de la convention</i>	200
2	La déclaration conjointe	200
	<i>A - Les modalités de la déclaration</i>	201
	<i>B - L'enregistrement du PACS</i>	201
	<i>C - La date d'effet du PACS</i>	202
3	La modification du PACS	202
	<i>A - Les modalités de modification du PACS</i>	202
	<i>B - Les effets de la modification du PACS</i>	203
Chapitre 17	Le régime primaire des partenaires	205
1	Les dettes des partenaires	205
	<i>A - Les dettes personnelles des partenaires</i>	205
	<i>B - Les dettes solidaires des partenaires</i>	205
	1) Le principe de solidarité des dettes ménagères	205
	2) Les exceptions à la solidarité ménagère	206
2	L'aide matérielle réciproque entre les partenaires	207
	<i>A - Le contenu de l'aide matérielle réciproque</i>	207
	<i>B - L'exécution de l'aide matérielle réciproque</i>	207
3	La présomption mobilière	208
4	Le logement des partenaires	208
	<i>A - Les partenaires locataires</i>	208
	<i>B - Le ou les partenaires propriétaires du logement</i>	209
Chapitre 18	La propriété des biens des partenaires	211
1	Le principe de séparation des patrimoines des partenaires	211
	<i>A - Le partenaire seul propriétaire de ses biens</i>	212
	<i>B - Le partenaire seul tenu de ses dettes</i>	212
2	L'option des partenaires pour l'indivision	212
	<i>A - La composition de l'indivision</i>	213
	1) Les biens compris dans l'indivision	213

2) Les biens exclus de l'indivision	213
<i>B - La gestion de l'indivision</i>	213
3 La propriété exclusive de certains biens	214
4 La liquidation des intérêts patrimoniaux des partenaires	214
Chapitre 19 Le régime des biens des concubins	217
1 L'absence de régime primaire	218
<i>A - L'absence de contribution aux dépenses entre les concubins</i>	218
<i>B - L'absence de solidarité ménagère</i>	219
1) Le principe	219
2) Les cas particuliers	219
<i>C - Le logement des concubins</i>	219
2 La propriété des biens des concubins	220
<i>A - Le principe de séparation des patrimoines</i>	220
<i>B - L'indivision</i>	220
3 La liquidation des intérêts patrimoniaux des concubins	221
<i>A - Le partage des biens</i>	221
<i>B - L'enrichissement injustifié d'un concubin</i>	221
<i>C - La société de fait entre les concubins</i>	222
Bibliographie	225
Index	227

Liste des principales abréviations

AJ fam.	Actualité juridique Famille
Bull. civ.	Bulletin des arrêts des Chambres civiles de la Cour de cassation
CA	Cour d'appel
Cass. ass. plén.	Arrêt de l'assemblée plénière de la Cour de cassation
Cass. ch. mixte	Arrêt de la Cour de cassation siégeant en Chambre mixte
Cass. ch. réunies	Arrêt de la Cour de cassation siégeant toutes Chambres réunies
Cass. civ.	Arrêt d'une chambre civile de la Cour de cassation
Cass. com.	Arrêt de la chambre commerciale de la Cour de cassation
Cass. crim.	Arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation
Cass. soc.	Arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation
chron.	Chronique
COJ	Code de l'organisation judiciaire
Cons. const.	Conseil constitutionnel
CPC	Code de procédure civile
CPC exéc.	Code des procédures civiles d'exécution
C. pén.	Code pénal
CPI	Code de la propriété intellectuelle
C. rur.	Code rural et de la pêche maritime
D.	Recueil Dalloz
D.	Décret
Defrénois	Répertoire du notariat Defrénois
Doctr.	Doctrine
Dr. & patr.	Droit & patrimoine
Dr. famille	Revue Droit de la famille
Gaz. Pal.	La Gazette du Palais
JCP	Semaine juridique, Édition générale
JCP N	Semaine Juridique, Édition notariale et immobilière
JO	Journal Officiel
JOAN Q	Journal officiel Assemblée nationale Questions
LPA	Les Petites Affiches
Ord.	Ordonnance
PACS	Pacte civil de solidarité
prat.	Pratique
RCS	Registre du commerce et des sociétés
Rép. min.	Réponse ministérielle
Rev.	Revue
RLDC	Revue Lamy de Droit civil
RTD civ.	Revue trimestrielle de droit civil
RTD com.	Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique
Supra/Infra	Ci-dessus/Ci-dessous
TGI	Jugement du tribunal de grande instance

L'évolution du droit des régimes matrimoniaux

1. Évolution récente – En moins de 30 ans, la conception traditionnelle de la famille fondée sur le mariage a laissé place à une pluralité de modèles familiaux. Le concubinage s'est développé et le pacs, créé en 1999, a offert un cadre juridique plus complet que le simple concubinage à ceux qui ne souhaitaient pas se marier ou à ceux qui ne le pouvaient pas, comme les couples de même sexe. Enfin, la loi du 17 mai 2013 a ouvert le mariage aux couples de même sexe. Alors que l'épanouissement de la famille ne se concevait que dans le mariage, le pacs et le concubinage sont venus s'insérer et prendre une place majeure. 208 671 pacs ont été conclus en 2018 (dont 8 589 entre personnes de même sexe) et 234 735 mariages célébrés (dont 6 386 entre personnes de même sexe) (*Sources INSEE, Bilan démographique 2019, INSEE Première, n° 1789, 14 janv. 2020*).

2. Notion de mariage – Le mariage est l'union entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, célébrée par l'officier d'état civil et inscrite à l'état civil et produisant des effets prévus par la loi. Le droit des régimes matrimoniaux s'applique aux personnes mariées. Il organise le règlement des relations pécuniaires des époux entre eux et avec les tiers. Il comprend à la fois des règles découlant du mariage et applicables à tous les époux et des règles résultant du régime matrimonial choisi par les époux. Ces règles ont largement évolué dans le sens d'une égalité entre les époux. Elles peuvent varier en fonction de la loi en vigueur à tel moment ou en tel lieu. En outre, l'influence des règles du droit commun sur les règles applicables aux intérêts pécuniaires des époux entre eux et avec les tiers ne doit pas être négligée.

3. Notion de PACS – Le pacte civil de solidarité (pacs) est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de mêmes sexes, pour organiser leur vie commune. Apparue en 1999, le pacs a mis fin à l'hégémonie du mariage comme mode de conjugalité dans le Code civil ; il est défini comme « un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune » (C. civ., art. 515-1). Ce statut organise les relations patrimoniales du couple de manière moins encadrée que pour le mariage mais parfois avec des similitudes notables. Il comporte, comme pour le couple marié, un régime primaire applicable à tous les partenaires ainsi que des règles relatives au régime des biens qui peuvent varier selon le choix fait par les partenaires.

4. Notion de concubinage – Le concubinage est l'union de fait entre deux personnes de même sexe ou de sexe différent dont la relation présente un caractère stable et continu. Le terme de « vie maritale » ou d'« union libre » est synonyme de celui de concubinage. L'article 515-8 du Code civil, créé par la loi du 15 novembre 1999, définit le concubinage comme « une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité ou de continuité, entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple ». Selon le Conseil constitutionnel (9 nov. 1999, n° 99-419 DC), « cette définition a pour objet de préciser que la notion de concubinage peut s'appliquer indifféremment à un couple formé par des personnes de sexe différent ou de même sexe ». S'agissant d'une union de fait, le concubinage se caractérise par l'absence de statut particulier des biens des concubins : leurs patrimoines demeurent strictement séparés. La vie quotidienne en commun et la séparation du couple peuvent néanmoins entraîner l'application de règles de droit commun comme celles de l'indivision.

5. Mélange des patrimoines – Que le couple soit marié ou pas, la vie commune entraîne forcément des dépenses communes et un mélange des patrimoines et plus largement des intérêts économiques des membres du couple qui sera plus ou moins encadré juridiquement selon le statut choisi.

1 • LE RÉGIME MATRIMONIAL DU COUPLE MARIÉ

6. Notion de régime matrimonial – Le régime matrimonial est le statut qui règle les intérêts pécuniaires des époux. Le droit des régimes matrimoniaux organise les rapports pécuniaires des époux entre eux mais également avec les tiers. Il règle le statut des biens des époux c'est-à-dire les conditions de leur propriété, de leur gestion et de leur engagement et organise la liquidation de ces intérêts patrimoniaux.

7. Exclusion des concubins et partenaires d'un pacs – Le droit des régimes matrimoniaux ne s'applique ni aux concubins, ni aux personnes liées par un pacte civil de solidarité.

8. Notion de régime primaire – Il existe un régime matrimonial primaire, dit également « régime de base » ou « régime impératif » ou « statut fondamental ». L'ensemble des règles du régime primaire est applicable à tous les époux quel que soit le régime matrimonial qu'ils ont choisi. Il s'agit de règles qui constituent des effets du mariage.

9. Choix du régime matrimonial – Le régime matrimonial proprement dit découle du choix opéré par les époux au moment du mariage : il s'agit soit du régime légal de communauté d'acquêts (qui s'applique à défaut d'autre choix des époux), soit de la séparation de biens, soit de la participation aux acquêts, soit tout autre régime matrimonial choisi ou élaboré par les époux et leur notaire.